

[Texte]

or a 75¢ dollar, you were to increase the price of the Canadian commodity by about 34% or 35% and have a 100¢ dollar?

Mr. Mitchell: We are selling a premium product in the States right now. We are getting a premium over the existing packers. I believe that we could continue to get a premium for our product, even if the dollar did go up that much. I also believe, however, that the dollar could change without free trade. And I would rather take a chance on the dollar changing with free trade, and having access to 250 million people, than take a chance that we might not even have that market.

Mr. Nystrom: Without free trade, we have the option of tariffs in this country. We have the option of import and export controls. If you have free trade, if you have a dollar at par, we as Canadians give up the right to make that decision to protect our country, our jobs, and our industries. I am asking you why you would be willing to risk giving away that kind of Canadian sovereignty, which I think is a big gamble for you. You could find yourself with no recourse whatsoever after you sign this kind of a disastrous sell-out for the country.

Mr. Mitchell: If we do not have access to that U.S. market, our hog population is going to drop from 15 million hogs produced a year to 10 million. In a hurry.

Mr. Nystrom: Do you not have access to that market now?

Mr. Mitchell: For now. But we are very fearful of the chloramphenicols, the countervail duty situation, the Omnibus Trade Bill. There are a number of storm clouds out there.

Mr. Nystrom: I am very fearful too, but according to the document here, there is no guarantee that we will be exempt from American trade laws, from countervail, from duties. These things are still being negotiated. And it seems to me that you as a private businessman would not be signing a contract on principles and allowing some other guys to fill in the details. This is what we are being asked to do. There is no guarantee you are going to be exempt from any of that. It has to be negotiated in the future.

How do you buy that as a Canadian, and how can we have that kind of blind trust in Canadian and Washington lawyers to make sure they negotiate away these irritants?

Mr. Mitchell: Our objective is to get guaranteed access to that market.

Mr. Nystrom: Where do you see that in the agreement? We are not exempt from American trade laws; we are not exempt from the potash-type situation; we are not exempt from countervail; not exempt from any of the things we are having problems with today. That is yet to be negotiated.

[Traduction]

canadiens de 34 ou 35 p. 100 afin d'obtenir un dollar de 100c., au lieu d'un dollar de 73c., 71c. ou 75c.?

M. Mitchell: Pour le moment, nous bénéficions d'un meilleur prix pour les produits que nous vendons aux États-Unis, puisqu'ils sont meilleurs que les salaisons existantes. Je pense que ce prix plus élevé continuerait de s'appliquer même si le dollar connaissait une telle hausse. D'autre part, je crois que le libre-échange pourrait faire évoluer le cours du dollar. Mais je préfère opter pour le libre-échange et avoir accès à un marché de 250 millions de personnes, quitte à voir changer le cours du dollar, plutôt que de prendre le risque de ne pas avoir accès à ce marché.

M. Nystrom: Sans le libre-échange, nous avons la possibilité d'appliquer des droits tarifaires et des contrôles à l'importation et à l'exportation. Avec le libre-échange, notre dollar vaudra peut-être autant que le dollar américain, mais nous perdrons le droit de prendre ces mesures pour protéger notre pays, nos emplois et nos industries. Je me demande pourquoi vous acceptez de mettre en jeu la souveraineté canadienne; c'est un risque grave que vous prenez. Vous pourriez vous retrouver sans aucun recours une fois que vous aurez signé cet Accord catastrophique pour le pays.

M. Mitchell: Si nous n'avons pas accès au marché américain, notre population de porcs va passer de 15 millions par an à 10 millions par an. Très rapidement.

M. Nystrom: Mais n'avez-vous pas accès à ce marché dès maintenant?

M. Mitchell: Pour le moment, oui. Mais nous avons très peur des chloramphénicols, des droits compensatoires, de l'Omnibus Trade Bill. L'avenir est menaçant.

M. Nystrom: Moi aussi, j'ai très peur, mais le présent document ne nous garantit pas que nous serons à l'abri des lois commerciales américaines, des droits compensatoires et autres tarifs. Rien de tout cela n'a encore été négocié. En tant qu'homme d'affaires, il me semble que vous refuseriez de signer un contrat en blanc en laissant le soin à quelqu'un d'autre d'inscrire les détails. Or, c'est exactement ce qu'on nous demande de faire. Rien ne garantit que vous serez à l'abri de tout cela. Il faudra le négocier plus tard.

Comment pouvez-vous accepter cela en tant que Canadien et comment pouvez-vous avoir aveuglément confiance dans les avocats du Canada et des États-Unis et croire qu'ils vont résoudre toutes ces difficultés?

M. Mitchell: Notre objectif est d'obtenir un accès garanti à ce marché.

M. Nystrom: Croyez-vous que l'Accord vous le garantisse? Nous ne sommes pas à l'abri des lois commerciales américaines; nous ne sommes pas à l'abri de mesures semblables à celles qui ont frappé l'industrie de la potasse; nous ne sommes pas à l'abri des droits compensatoires; nous ne sommes pas à l'abri de tous les